



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARREFOUR SUPPLY CHAIN (ex GOODMAN)

93 avenue de Paris
CS15105
91300 Massy

Références : 1092/2024
Code AIOT : 0006209794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2024 dans l'établissement CARREFOUR SUPPLY CHAIN (ex GOODMAN) implanté Zone d'activité - Actipôle de Mondon 54300 Moncel-lès-Lunéville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARREFOUR SUPPLY CHAIN (ex GOODMAN)
- Zone d'activité - Actipole de mondon 54300 Moncel-lès-Lunéville
- Code AIOT : 0006209794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARREFOUR SUPPLY CHAIN exploite un entrepôt sur le territoire de la commune de MONCEL-LES-LUNEVILLE

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie dans les entrepôts.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Parallèlement aux points de contrôle, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la liste, à jour, des rubriques de la nomenclature des installations classées exploitées sur le site de MONCEL-LES-LUNEVILLE.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	l'exploitant	
2	État des stocks simplifié	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Moyens lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/11/2015, article 8.2.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Entretien des abords	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	Sans objet
6	Cellule aérosols	Arrêté Préfectoral du 08/11/2015, article 8.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a mis en exergue des non-conformités, portant notamment sur les réserves incendie du site, leur mise à disposition étant réalisée par la Communauté de Communes, il convient d'encadrer cette dernière par une convention permettant de s'assurer de leur disponibilité effective à tout moment.

D'autres points, mise à jour du POI, identification claire des différentes cellules (plans et documents)... sont à compléter ou à formaliser.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des

<p>rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; [...] L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un état des stocks informatisé, accessible de tous les postes sur site et même sur poste déporté (base nationale Carrefour). Sa mise à jour est journalière et permet de vérifier le respect des seuils autorisés sur le site et également le statut SEVESO par règle de cumul.</p> <p>Toutefois cet état des stocks nécessite une meilleure identification des cellules sur le plan.</p> <p>Un état des stocks est transmis chaque matin au poste de garde ; Il manque un plan des différents emplacements de stockage clairement identifiés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le plan de l'entrepôt sur lequel les cellules seront correctement identifiées et les emplacements des différents stockages clairement identifiés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Etat des stocks simplifié

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4.I.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des stockages</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site ne dispose pas d'un état des stocks permettant l'information complète des populations. Une vulgarisation des types de produits présents sur site doit être complétée avec également les mentions de dangers associées et compréhensibles par l'ensemble de la population.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un état des stocks permettant l'information complète des populations avec une vulgarisation des types de produits présents sur site intégrant les mentions de dangers associées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. [...] Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ; - s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ; - la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ; - la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ; - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. <p>Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.</p> <p>Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose d'un POI datant de juin 2017, mis à jour en juin 2022.</p> <p>Une nouvelle mise à jour de ce POI, intégrant le plan de défense incendie sera réalisée par la</p>

société VERITAS pour fin septembre 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, la mise à jour de son POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Entretien des abords

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des départs de feu
Prescription contrôlée :
L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et exempts de sources potentielles d'incendie. Des écrans de végétation sont mis en place, si cela est possible. Pour l'entretien des surfaces extérieures de son site (parkings, espaces verts, voies de circulation...), l'exploitant met en œuvre des bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne le désherbage
Constats :
Cette disposition n'appelle pas de remarque de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée :
L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; [...]
Constats :
Le site est équipé de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques ; les extincteurs et les RIA contrôlés par sondage ont bien fait l'objet d'une vérification périodique annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cellule aérosols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2015, article 8.3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Cellule aérosols
Prescription contrôlée : Un compartimentage grillagé est mis en œuvre. Ce grillage métallique est : <ul style="list-style-type: none">• de mailles suffisamment serrées pour retenir les boîtiers projetés (maximum 50 mm) à l'intérieur du compartimentage ;• dimensionné de façon à résister aux températures élevées ainsi qu'aux sollicitations mécaniques provoquées par la projection des boîtiers pendant toute la durée de l'incendie sur le stockage des boîtiers d'aérosols ;• convenablement ancré.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la partie de la cellule dédiée au stockage d'aérosols est grillagée, mais comporte deux portes de la largeur de l'allée qui doivent se refermer automatiquement au bout de 10 minutes sans passage dans celle-ci. Lors du test réalisé lors de la visite, il a été constaté qu'aucune temporisation n'est effective sur ces portes et qu'elles restent continuellement ouvertes . Par courriel du 9 juillet 2024, l'exploitant a informé l'inspection que la temporisation des portes a été réactivée, bon d'intervention à l'appui. Ce point fera l'objet d'une vérification lors d'un prochain contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Moyens lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2015, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et conformes aux référentiels en vigueur notamment : <ul style="list-style-type: none">• ... Ce réseau ne pouvant garantir un débit répondant aux besoins en eau d'extinction, deux réserves de 300 m³ utiles (volume réel de 400 m³ pour tenir compte du risque de formation de glace), soit un volume utile total de 600 m³, sont disposées de part et d'autre du bâtiment, accessibles en toutes circonstances depuis la voie de desserte du lotissement, y compris les aires de stationnement dont les dimensions minimales sont 4 m x 8 m. Ces réserves disposent des prises de raccordement et plaques de signalisation conformes aux normes en vigueur. L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité permanente des débits d'eau. Une convention précise que la Communauté de Communes du Lunévillois (CCL) met à la disposition exclusive de l'exploitant deux réserves incendie d'un volume utile minimal de 300 m³ chacune ;• d'un système d'extinction automatique équipant l'ensemble du bâtiment - sauf les locaux électriques, le local de charge extérieur, le local contenant le groupe froid et la chaufferie -, approprié à la nature des produits stockés, conçu, installé et entretenu régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. Il est alimenté par une motopompe à partir d'un réservoir d'eau minimum 550 m³. Le système d'extinction automatique d'incendie des cellules contenant des liquides inflammables répond aux exigences fixées dans le chapitre

7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009) ou norme en vigueur, ou présente une efficacité équivalente, pour éteindre tout type d'incendie susceptible de s'y produire ;...

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de

- localiser précisément les réserves incendie;
- de présenter la convention avec la Communauté de Communes précisant que la collectivité met à la disposition exclusive de l'exploitant deux réserves incendie d'un volume minimale de 300 m³ chacune.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées la convention à travers laquelle la Communauté de Communes du Territoire de Lunéville à Baccarat met à la disposition exclusive de l'exploitant deux réserves incendie d'un volume minimale de 300 m³ chacune, accompagnée d'un plan localisant précisément ces réserves.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois